

Recherche et enseignement pour la mise en valeur de l'habitat populaire vénézuélien

Teolinda Bolívar

Secteur d'études urbaines

Faculté d'architecture et d'urbanisme

Université centrale du Venezuela

Apartado 14.459

Caracas 1011-A

Vénézuéla

Résumé

L'exode rural, la croissance naturelle de la population, la formation illégale de quartiers populaires, ont donné naissance à une ville dite marginale, mais qui inclut le 63% des logements et la moitié de la surface d'une ville comme Caracas. Les autoconstructeurs organisés par groupes sous la conduite de *laderes* ont développé des stratégies d'occupation sauvage du territoire pour créer une structure urbaine, indépendante de la planification officielle, mais souffrant de carences de tous ordres. Dans la pratique, l'amélioration des logements (*ranchos*) et la régularisation foncière devrait s'accompagner de la mise à disposition de nouveaux lotissements et de la réalisation progressive des équipements et des infrastructures manquants. Les processus de participation qu'envisage obligatoirement une politique publique en faveur des quartiers populaires exigent une bonne connaissance des conditions sociales, économiques, culturelles et spatiales posées aux protagonistes. Ils demandent aussi que soient formés des professionnels à cette tâche. En cela l'Université est appelée à jouer un rôle. C'est ainsi que des recherches-actions avec des étudiants sont menées, accomplissant le lien entre la production de connaissances, la formation des spécialistes et la réalisation d'expériences-pilotes.

Summary

In Caracas, rural exodus, a natural demographic growth and the illegal development in popular districts have given birth to a so-called 'marginal town' that nevertheless includes the 63% of the dwellings and covers half the area of the city. Autoconstructors organized in groups led by *laderes* have developed strategies in occupying certain areas illegally, thus creating an urban structure that is independent from official planification; but this structure lacks in several aspects. At a practical level, the improvement of dwellings (*ranchos*) and a regulation of property ownership laws should enable new ground to be freed and the missing equipments or infrastructures to be progressively constructed. The participatory processes implied by an official policy supporting popular districts require a good knowledge of the existing social, economic, cultural and spatial conditions. They also require that professionals be trained. In that sense, University plays a non-negligible role. Action-researches are being endeavoured with the collaboration of students; they serve to coordinate the production of knowledge, the training of specialists and the realization of pilot-projects.

1. L'urbanisation au Vénézuéla¹

Le Vénézuéla n'a pas échappé au processus d'aménagement accéléré qu'ont vécu plusieurs pays latino-américains. Dans un pays qui, en 1936, comptait à peine 3.5 millions d'habitants et 34.7% de population urbaine, nous sommes passés, en 1981, à 14 millions d'habitants, et la population urbaine atteint le 80% du total.² En 1987, Caracas, la capitale, a 4.4 millions d'habitants,³ ce qui correspond à un cinquième du total de la population du pays. Ici, comme dans toutes les autres villes du pays, il s'est créé, développé et consolidé un type d'établissement urbain, les *barrios de ranchos*, que les usagers ont produits par eux-mêmes. Ce cadre bâti particulier a permis à plus de la moitié de la population d'acquérir un logement.

Ces hommes et ces femmes de tous âges, immigrés des différentes régions du pays ou de pays voisins, appartiennent à des groupes sociaux qui ont un revenu familial si bas et subissent une telle instabilité dans le travail qu'ils sont exclus du marché immobilier. Ils ont alors créé ou recréé des formes particulières d'aménagement et de construction. Leurs *barrios* sont construits sur des terrains qui ne leur appartiennent pas, et sont réalisés sans projet d'urbanisme et sans le capital minimum indispensable à une telle entreprise.

2. Crédation collective d'un nouvel espace de la ville

La production de *barrios de ranchos*⁴ peut être considérée véritablement comme une culture. L'homme, privé de moyens de production et percevant un salaire à peine suffisant pour subvenir aux besoins fondamentaux en alimentation, en habillement, en éducation et en santé, est obligé d'aménager un terrain et d'y construire sa maison sans promoteur immobilier, ni constructeurs professionnels. Il crée en somme, avec tous ceux qui se trouvent dans la même situation, un sous-système de production de logements, qui aujourd'hui est devenu 'dominant'. Ainsi, à Caracas, entre 1978 et 1983, le 63% des logements construits sont des *ranchos*; le 37% restant est constitué de logements conformes aux normes (*Fundacomun, Orcoplan* 1978-1983, et *Fundaconstrucción*).

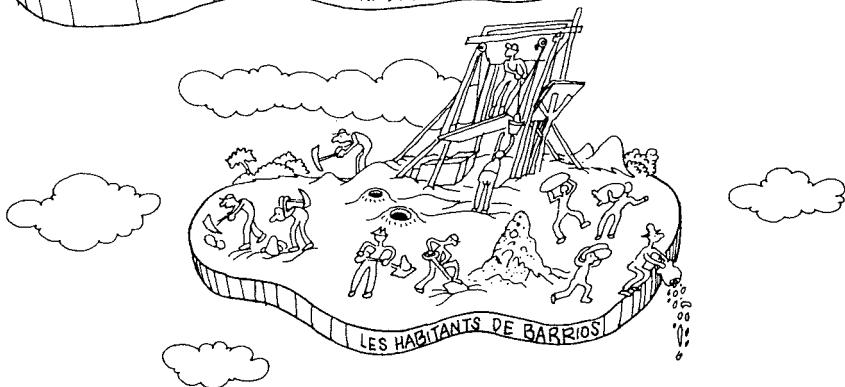
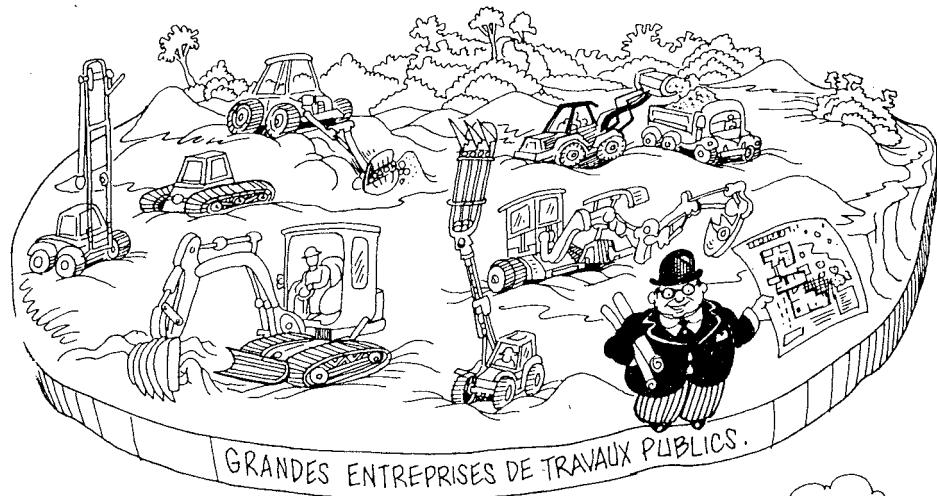
Sur la base de travaux divers effectués au Vénézuéla et dans d'autres pays d'Amérique Latine, nous soutenons que ces auto-promoteurs-usages sont des travailleurs qui, outre le fait qu'ils constituent une force de travail nécessaire aux divers processus de production capitaliste, se sont vus contraints de se construire un logement par leurs propres moyens (Bolívar, 1979; Lander, 1975; Kowarick, 1982; Pradilla, 1987).

1 Bien que nous nous référions ici à notre expérience, partagée par quelques professeurs du Secteur d'Etudes Urbaines de la Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université Centrale du Vénézuéla, nous voulons néanmoins souligner que de nombreux travaux ont été réalisés, dans la recherche et dans l'enseignement, sur l'habitat populaire vénézuélien; certains d'entre eux, à la Faculté même. On peut citer ici: Teresa Ontiveros; José Matamoros; Magaly Sánchez et Esther Marcano, ainsi que d'autres importantes expériences: celles de Raizabel Andrade et de Yubiri Argort, à l'Université des Andes, et les études pionnières et actuelles du Centre d'Etudes Urbaines.

2 Données du dernier Recensement Général de la Population et du Logement, Bureau Central de Statistique et d'Informatique (OCEI).

3 Projections de Population, Bureau Central de Statistique et d'Informatique (OCEI), 1987.

4 Nous utilisons le mot *Barrio* pour indiquer une partie intégrante et inséparable de la ville où il se trouve, et *Ranchos* en mémoire de l'origine de ces logements.



Ces travailleurs ont produit une partie importante de la ville, constituée principalement par des logements. Il faut noter que le gouvernement vénézuélien a collaboré en fournissant des matériaux et des équipements pour la construction des *barrios de ranchos* et en les pourvoyant des services de base, scolaires entre autres. Le plus souvent, on attend des usagers qu'ils fournissent la main d'oeuvre requise pour la construction (Bolívar, 1988).

D'un certain point de vue, le gouvernement, en accord avec les occupants des terrains et parfois aussi avec les constructeurs, a formé un système d'agents sociaux qui assurent la production et l'amélioration des *barrios* (Bolívar, 1989). Les personnes et/ou les familles sans-abri, dont la survie dépend du lieu qu'ils vont occuper dans la ville, ont développé des stratégies pour 'aménager' des terrains de mauvaise qualité, situés hors des zones à bâtir.

Le processus d'(auto)-production d'établissements humains n'a pas fondamentalement évolué depuis la construction des premiers *barrios* dans les années quarante à cinquante. Pourtant, au fil des années, les mécanismes se complexifient, aussi bien qualitativement que quantitativement. Ainsi, le responsable de l'aménagement ou le 'chef' de l'invasion, et parfois l'organisation créée par les aménageurs, s'ingénient à construire un réseau de voirie, sans le soutien d'un projet d'urbanisme. La créativité et la sagacité des constructeurs, stimulée par l'adversité, les amènent à se procurer les outils et les machines nécessaires au tracé des chemins qui contribueront à une meilleure intégration du *barrio* dans la système de voirie et de transport de la métropole.

Nous considérons l'auto-production des "logements-obligation" (Chombart de Lauwe, 1969) comme un processus dont le point de départ est la transgression des lois et des règlements qui régissent la construction et l'aménagement du territoire. Si cette voie n'avait pas été ouverte, consolidée et généralisée, la situation du logement pour les familles à bas revenu poserait, aujourd'hui, des problèmes encore plus graves. Les travailleurs et usages ont ouvert une voie là où ceux qui auraient pu ou dû le faire sont demeurés inactifs ou trop peu entreprenants. Chombart de Lauwe disait en 1975 déjà:

"La classe ouvrière a été et continue à être créatrice. Les ethnologues et les sociologues ont parlé de la culture du pauvre, de la culture ouvrière. Ces expressions sont discutables, mais elles montrent que quelque chose d'original est apparu dans le monde, à partir de nouvelles formes de travail et de conditions de vie. Aujourd'hui, dans les marges des grandes villes industrielles, des centaines de millions d'hommes, de femmes, d'enfants vivent dans des conditions souvent effroyables, mais leur marginalité même les pousse à chercher des solutions nouvelles en puisant à la fois dans des patrimoines culturels très divers et en inventant des formes de vie nouvelles, sans être aussi dociles que les autres citadins aux modèles modernistes, qui deviennent fixés et passésistes." (Chombart de Lauwe, 1975)

Les *barrios de ranchos* constituent un cadre bâti, dont les caractéristiques doivent faire l'objet d'une analyse. Même si les constructions sont à considérer comme un patrimoine inaliénable de leurs producteurs, leurs manques sont flagrants. Ceux-ci sont dus au manque de conception urbanistique et architecturale et de techniques de construction appropriées.

La morphologie de ce cadre bâti résulte de facteurs propres au processus de construction informel. Malgré tout, les efforts économiques entrepris pour accéder au "logement-obligation" sont énormes. Le *rancho* du premier jour devient progressivement une maison complète, à force d'occasions saisies au vol, d'astuces techniques et

commerciales, mais aussi d'une ténacité mue par de fortes aspirations au mieux-être. Ces aspirations sont représentées par autant de 'marquages' symboliques de l'espace construit. Les autoconstructeurs se sont adaptés aux caractéristiques géomorphologiques et topographiques des terrains et à ce que leur offrait le développement technologique dans la construction, pour produire une oeuvre originale (Baldó, Bolívar, Hernández et Ontiveros, 1988).

En somme, les *barrios*, souvent qualifiés de "quartiers de deuxième catégorie", forment aujourd'hui une partie importante des villes latino-américaines, et en particulier vénézuéliennes. Or, une amélioration sensible a été opérée à l'intérieur de ces zones, qui ne fut pas sans conséquence pour la ville dans son ensemble. Les ébauches d'établissements humains sont devenues, en 30 ou 40 ans, de véritables quartiers dont la superficie représente environ le quart du total construit de la ville.

Il y a eu, d'autre part, des modifications importantes et soudaines des conditions d'habitabilité de certains *barrios*. Nous pensons qu'elles ont été produites par l'action massive et continue de l'ensemble des auto-producteurs anonymes. Il nous semble que ceci est la meilleure manifestation d'une culture nouvelle. C'est ainsi que nous examinons de tels phénomènes dans le cadre des travaux de l'Association de Recherche Coopérative Internationale (Chombart de Lauwe, 1988, 19-46).

3. Reconnaissance d'une réalité

Nos travaux nous ont amené à reconnaître la complexité des problèmes qui est finalement celle de la société vénézuélienne et de ses villes. Dès lors, la recherche de solutions qui permettraient de reconnaître la réalité et la légitimité des *barrios de ranchos* supposerait:

- a) l'élimination de l'incertitude quant à la propriété dans laquelle vivent leurs habitants;
- b) la mise en valeur des investissements réalisés par les habitants et les organismes publics;
- c) l'intégration de leur territoire à la ville, jusqu'alors divisée en une ville formelle (objet des plans d'urbanisme) et *barrios*.

Les conséquences concrètes de tels changements sont difficiles à prévoir et surtout à maîtriser; ils provoqueraient en tout cas un bouleversement. Il faudrait également tenir compte de l'hétérogénéité que présentent les *barrios* du point de vue de leur habitabilité (selon l'état des services et des bâtiments). De plus, il faudrait tenir compte de la stabilité des terrains sur lesquels ils ont été construits et mettre en oeuvre soit une action d'amélioration, soit le déplacement d'un certain nombre de ménages. En effet, le sol est parfois instable au point de réunir les conditions d'une catastrophe.

Nous considérons que le programme de réhabilitation et de rénovation des *barrios de ranchos* des grandes villes du Vénézuela devrait se dérouler parallèlement à un programme de lotissement d'infrastructures et d'équipements. Pour une réalisation correcte, ces deux programmes requièrent la création d'un système national d'assistance technique qui apporterait à la population un appui dans tous les domaines touchant aux travaux publics et à la construction (auto-construction) de bâtiments (Bolívar, 1989, 66).

A notre avis, l'entreprise nationale de réhabilitation des *barrios de ranchos* devrait être assumée par l'Etat, mais avec la participation réelle de la population concernée, dans le but de déboucher sur de meilleures solutions techniques quant à l'aménagement

urbain. Cette participation devrait se développer tout au long des différentes étapes de la réalisation. Plus particulièrement, l'Etat devrait fournir l'apport financier nécessaire à la réalisation des espaces publics (voirie routière et piétonnière) et des espaces communautaires (équipements scolaires, sportifs, services d'assistance, etc.).

Pour nous, chercheurs travaillant principalement sur la réalité matérielle des *barrios* et qui considérons l'oeuvre construite comme une création culturelle, la préoccupation constante est que l'amélioration indispensable de l'espace physique et des conditions de vie pourrait provoquer des modifications, des perturbations ou même la perte des valeurs intrinsèques au *barrio*. Aussi les aménageurs et les techniciens, comme d'ailleurs les chercheurs, devraient non seulement tenir compte de l'avis des habitants, mais aussi de celui des chercheurs en sciences sociales, pour prendre en considération les données-clés sans lesquelles les solutions optimum ne peuvent pas être dégagées, à la fois en éliminant les obstacles et en conservant à la vie quotidienne des *barrios* sa richesse.

4 . Recherche-action-enseignement comme contribution à la transformation des *barrios*

Notre proposition de reconnaissance des *barrios de ranchos* est le produit de plusieurs années de recherche et d'expérimentation. Cependant, nous pensons qu'il serait nécessaire de persévéérer dans la recherche et de multiplier les expériences qui contribuent à trouver ou à perfectionner les formes d'intervention pour l'amélioration du cadre bâti.

Ainsi, nous avons mené avec quelques professeurs du Secteur d'Etudes Urbaines de l'Ecole d'Architecture de la Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université Centrale du Venezuela des expériences d'enseignement et de travail avec les habitants de *barrios*. Quant à la recherche, nous abordons actuellement l'analyse des processus de densification croissante des *barrios* de Caracas, processus dont les conséquences peuvent être multiples. Nous étudions les processus d'appropriation matérielle du terrain et du logement, les aspects juridiques (légalité/illégalité) et psychologiques. La recherche s'effectue par le biais de l'enseignement et en consultation permanente avec les habitants des *barrios*, dont certains s'incorporent aux recherches en cours.

L'analyse des degrés d'aménagement dans les *barrios de ranchos* est un travail que nous faisons dans tous les *barrios* de la zone métropolitaine de Caracas. Nous enquêtons également sur les possibilités techniques qui permettraient de subvenir aux besoins existants, en essayant d'incorporer des techniques appropriées et d'améliorer ainsi les techniques d'autoconstruction.

En ce qui concerne la coordination entre recherche-action et enseignement, un fait marquant a été la création, en 1986, de l' "Atelier Logement" (*Taller Vivienda*), coordonné par le professeur Federico Villanueva.⁵ Les étudiants en dernière année d'architecture participent à cet Atelier. On y effectue des projets d'aménagement, de développement et de réhabilitation progressive de *barrios*, on y réalise également des plans pour de nouveaux logements et pour la transformation des anciens.

L'activité se déroulant dans le cadre de l'Atelier permet de former de futurs professionnels. Les projets réalisés constituent une preuve de faisabilité technique pour

⁵ Les professeurs Baldó, Bolívar, Hernández, López, Martín et Sayago y ont participé en même temps que le coordinateur.

l'amélioration des conditions d'habitation dans les *barrios*. Les principaux projets de l'Atelier sont les suivants:⁶

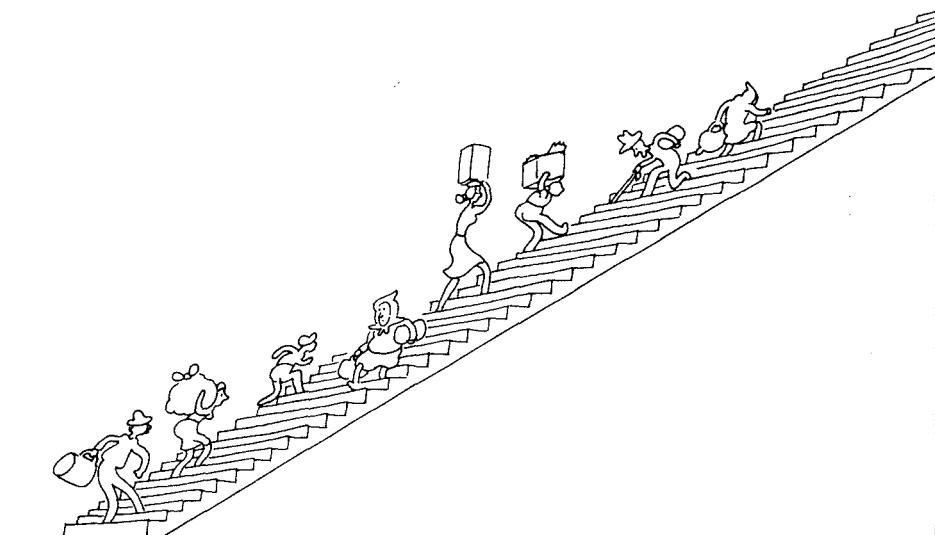
- La réhabilitation urbaine des *barrios de ranchos* établis sur des terrains en pente vise la création de nouvelles voies de circulation automobile, qui permettraient de réduire le nombre 'd'étages' que les habitants ont à gravir à pieds depuis la route actuelle (voir illustration à la page suivante).
- La reconstruction du réseau public piétonnier.
- La création d'espaces suffisants pour les services communaux, dans des conditions topographiques et de regroupement adéquates, convenablement répartis sur tout le territoire étudié.
- Le relogement des familles dans de meilleures maisons que celles qui ont été démolies. Le financement des travaux d'aménagement est assumé par le service public chargé de la réhabilitation.

Par ailleurs, sans affecter le cadre bâti existant, chaque projet doit réussir à ordonner et à hiérarchiser les réseaux embrouillés de voies piétonnières existantes. Une partie des venelles et des escaliers piétonniers restent des espaces publics dont la reconstruction, l'élargissement et la remise en état, ainsi que la maintenance future, seraient à la charge de l'Etat. Une autre partie importante des venelles et escaliers pourrait être privatisée, se transformant ainsi en espaces semi-privés, en copropriété, délimités par l'ensemble des maisons qui les entourent et dont ils sont les prolongements immédiats, sous le contrôle des résidents. Ceci permettrait de réduire la longueur du réseau routier public piétonnier et carrossable à moins de 230 m linéaires par hectare, soit à un niveau sensiblement inférieur à l'état antérieur (400 m/ha).

Les coûts de la réhabilitation urbaine en profondeur sont estimés à un minimum de 40'000 bolivars et un maximum de 120'000 bolivars (1000-3000 US\$) par famille vivant dans la zone. Bien que relativement élevée, cette somme représente une faible partie de l'investissement préalablement consenti pour la transformation des *ranchos* en maisons, grâce aux efforts personnels et collectifs entrepris au cours de plus de trente ans d'occupation, illégale mais consécutive. Ces coûts sont bien inférieurs à ceux qu'occasionnerait le délogement total et la réinstallation des familles dans de nouveaux logements et dans une autre zone. Un tel délogement impliquerait, en outre, la rupture de l'ensemble des relations établies par ces familles dans leur *barrio* actuel, alors qu'au contraire l'on vise leur intégration sociale et spatiale.

⁶

Extraits du rapport final du *Taller* (Bolívar & Villanueva, 1989, 21, 24, 20).



Nous pensons que nos efforts de recherche et d'enseignement contribuent à une meilleure connaissance d'une partie importante de la vie et des solutions aux graves problèmes de l'ensemble des *barrios*. Certains de ces problèmes sont impossibles à résoudre par les autoconstructeurs eux-mêmes et nous considérons que l'intervention de l'Etat est indispensable pour la valorisation du cadre bâti dans les zones en question.

En conclusion, il est important de noter que la participation de la population résidant dans les *barrios* est essentielle, dans les recherches comme dans l'expérimentation. Cette collaboration suscite un respect réciproque du rôle de chacun et nous nous efforçons, par notre intervention, de susciter un éveil créatif (pour eux comme pour nous). Par cet échange, nous pouvons contribuer à la création d'organisations novatrices qui participent à la transformation de notre société.

BIBLIOGRAPHIE

- BALDO, J., BOLIVAR, T., HERNANDEZ, T. & ONTIVEROS, T. (1988), Los barrios de ranchos en Caracas, áreas de la ciudad no permitidas (reflexiones preliminares) (Roneo, Caracas).
- BOLIVAR, T. (1979), "Barrios de Ranchos y Reproducción de la Fuerza de Trabajo" (Roneo, Caracas).
- BOLIVAR, T. (1988), A la périphérie de Caracas: Los barrios de ranchos, *Culture-action des groupes dominés, rapports à l'espace et développement local* (Chombart de Lauwe, P.H., Ed.) (l'Harmattan, Paris, 1988), 136-152.
- BOLIVAR, T. (1989), Los agentes sociales articulados a la producción de los ranchos (contribución a la discusión), *Coloquio*, Revista de Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico, Universidad Central de Venezuela, 143-161.
- BOLIVAR, T. & VILLANUEVA, F. (1989), Etude préliminaire sur la restructuration d'un ensemble de barrios de La Adjuntas, Caracas-Vénézuéla, (UNESCO-ARCI-FAU-UCV, Roneo, Caracas).

- CHOMBART DE LAUWE, P.H. (1969), "Pour une sociologie des aspirations, éléments pour des perspectives nouvelles en sciences humaines" (Denoël, Paris).
- CHOMBART DE LAUWE, P.H. (1975), "La culture et le pouvoir" (Stock, Paris).
- CHOMBART DE LAUWE, P.H. (1988), Dynamique culturelle, transformations et développement (orientation de recherche), *Culture-Action des Groupes Dominés, rapports à l'espace et au développement local* (Chombart de Lauwe, P.H., Ed.) (L'Harmattan, Paris), 19-46.
- KOWARICK, L. (1982), Explotación y reproducción de la fuerza de trabajo: El problema de la vivienda en Brasil. *Ensayos sobre el problema de la vivienda en América Latina* (Emilio Pradilla, Ed.) (Universidad Autónoma Metropolitana, Xochimilco México), 213-232.
- LANDER, E. (1975), "Desarrollo Heterogéneo-Desigual del Capitalismo y lucha de clases" (Roneo, Caracas, 2 vol.).
- PRADILLA, E. (1987), "Capital, Estado y Vivienda en América Latina" (Fontamara, México).